



N° 277

Le 27 novembre 1990

ACCÈS POSSIBLE DES FOURNISSEURS CANADIENS À DES MARCHÉS PUBLICS D'UNE VALEUR DE 1 BILLION DE DOLLARS

Le ministre du Commerce extérieur, M. John Crosbie, a annoncé que le Canada pourrait avoir accès à des marchés publics d'une valeur totale de plus de 1 billion de dollars dans le monde entier en vertu d'une offre déposée aujourd'hui à Genève dans le cadre des négociations relatives à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Cette initiative profiterait grandement aux entreprises canadiennes qui fournissent des produits et des services dans des domaines de pointe comme les télécommunications, l'équipement de production et de transport d'électricité ainsi que les services informatiques, les logiciels et les services de construction.

« Ces négociations offrent au Canada une occasion unique d'accroître sensiblement ses débouchés en vertu de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et de tirer parti de la libéralisation des marchés qui résultera de la création du marché européen unique en 1992 », a dit M. Crosbie.

L'offre déposée par le Canada répond aux initiatives de la Communauté européenne, des États-Unis et du Japon, qui ont proposé de libéraliser les marchés publics en relevant certains seuils dans les domaines des produits non militaires, des services de construction et d'autres services. La plupart des autres pays membres du GATT n'ont pas signé le Code des marchés publics.

Le champ d'application d'un éventuel accord pourrait s'étendre à tous les ministères et organismes des gouvernements centraux, infranationaux (États et provinces), régionaux et locaux.